



HAL
open science

Désarmement et pays en voie de développement

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Désarmement et pays en voie de développement. Commentaire, 1989. hal-02471657

HAL Id: hal-02471657

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02471657v1>

Submitted on 8 Feb 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Désarmement et pays en voie de développement

Commentaire

Jacques Fontanel

Université de Lyon, Juillet 1989.

Résumé : Le Tiers-Monde a souvent été un enjeu économique et militaire pour les pays développés. Les dépenses militaires exercent un impact économique et social non négligeable sur l'ensemble des variables économique, notamment pour les pays qui produisent des armes. La nature des choix entre l'investissement ou les dépenses de fonctionnement influence différemment les économies nationales. La reconversion des firmes d'armement est délicate en situation de concurrence internationale. Dans ce contexte, un désarmement pour le développement ne provoque pas immédiatement de « dividendes de la paix », et encore moins s'il s'agit de réduire les dépenses militaires pour en fournir une partie aux pays en voie de développement.

Summary: The Third World has often been an economic and military challenge for developed countries. Military spending has a significant economic and social impact on all economic variables, especially for the countries that produce weapons. The nature of the choice between investment or operating expenditure influences national economies differently. The reconversion of armaments firms is difficult in a situation of international competition. In this context, disarmament for development does not immediately generate "peace dividends", still less if it is to reduce military spending to provide a portion to developing countries.

Désarmement, développement, dépenses militaires, Tiers-Monde, industries d'armement

Disarmament, development, military expenditures, Third-World, Arms industry

Les dépenses militaires satisfont normalement au besoin de sécurité d'une collectivité nationale contre les menaces extérieures. Le rôle des dépenses militaires est alors contradictoire : si elles empêchent les conflits par la dissuasion, elles participent directement à l'amélioration du bien-être des populations (au même titre que les dépenses de police ou de justice), mais elles sont aussi des facteurs et des vecteurs de guerre, et dans ce contexte, elles sont anti-économiques. Cependant, l'augmentation des dépenses militaires de deux Etats ennemis conduit souvent à un simple maintien, voire à une dégradation, de la sécurité internationale et, dans ces conditions, une réduction négociée des dépenses militaires pourrait être envisagée. Cependant, dans l'hypothèse d'une paix permanente, les dépenses militaires exercent inéluctablement un effet négatif sur le développement économique mondial, il arrive souvent que les effets de domination qu'engendre la force militaire ou certaines formes de militarisation de l'économie produisent des effets positifs sur les économies nationales dominantes.

Le Tiers-Monde a d'abord été un enjeu économique et militaire. La colonisation est souvent présentée comme une cause fondamentale du sous-développement. Cependant, des pays comme l'Ethiopie ou la Thaïlande qui n'ont pas été colonisés et les pays d'Amérique Latine qui sont indépendants depuis plus d'un siècle et demi sont toujours en voie de développement, alors que d'anciennes colonies se sont développées, après un processus plus ou moins violent de rejet de la métropole (Etats-Unis ou Australie). Les conflits armés (intervention des grandes puissances dans leur sphère d'intervention, conflits dérivés de la rivalité Est-Ouest, émergence de puissances régionales et conflits internes) ont été autant de facteurs d'affaiblissement économique qui ont accentué les retards

de développement.¹ La plupart des modèles de course aux armements contiennent un paramètre de fatigabilité qui indique le degré d'acceptation économique et sociale de l'effort d'armement. Ainsi donc, de manière inévitable, le militaire et l'économique sont mis en opposition. Par contre, selon un Rapport des Nations Unies, "on considère parfois que l'armée est un facteur de cohésion dans une société en proie aux dissensions. Mais par dessus tout, on estime généralement que les dépenses militaires sont nécessaires à la vie sociale de l'Etat, son rôle consistant à ajouter à la production civile un élément qui ne se mesure pas, à savoir la sécurité."² Il est donc intéressant de connaître l'impact économique d'une réduction des dépenses militaires sur les pays en voie de développement, avant de s'interroger sur la réalisation concrète d'un désarmement qui ne peut, évidemment, n'avoir de signification que dans un cadre mondial.

I. L'impact macroéconomique d'une réduction des dépenses militaires

Plusieurs études sur l'impact économique des dépenses militaires sur les pays en voie de développement ont été réalisées.

A) Dépenses militaires, croissance et développement économique

La fameuse étude de Benoit³ selon laquelle l'effort militaire favoriserait la modernisation industrielle, la formation et l'information des hommes, l'amélioration des infrastructures, l'utilisation complète des capacités de production des économies des pays en voie de développement et ne constituerait pas un obstacle à leur développement économique a été fortement

¹ Jacques FONTANEL et Jean-François GUILHAUDIS : "Le désarmement pour le développement". Ascicule "Désarmement et course aux armements". ARES, Défense et Sécurité, Grenoble, 1986.

² Nations Unies : "Conséquences économiques et sociales de la course aux armements". Préface et étude par Christian SCHMIDT, Economica, Paris, 1983.

³ BENOIT Emile : "Growth and Defense in Developing countries". Economic Development and Change, Vol 26 (January 1978, pp. 271-280.

contestée sur la forme (simples corrélations) et sur le fond¹. Ainsi, il est probable que l'augmentation des dépenses militaires est rendue possible par le taux de croissance de l'économie élevé et non l'inverse. Pour Augusto Varas², l'impact des dépenses militaires sur la croissance des pays en voie de développement est différent de celui des pays développés, car il affecte d'abord le bien-être et non la croissance. Si un changement dans le rapport dépenses militaires/bien-être peut n'avoir que des effets secondaires dans les pays développés, dans les pays en voie de développement il en va différemment, car l'effort militaire détériore sérieusement un niveau de vie majoritairement très bas. Pour Varas, il n'existe pas de corrélations stables et significatives entre les dépenses militaires et la croissance économique.

L'impact des dépenses militaires sur la croissance dépend de l'utilisation effective des capacités productives des économies nationales. En termes de coûts d'opportunité, les investissements civils sont a priori plus favorables au développement économique que les investissements militaires. Cependant, cette appréciation doit être atténuée, d'une part parce que tous les investissements civils (notamment ceux qui suscitent des effets de démonstration ou qui résultent d'une erreur d'appréciation du marché) ne sont pas également rentables et d'autre part, parce que le secteur militaire peut, par ses commandes, maintenir le niveau de production et de compétitivité de secteurs entiers de l'économie. Pour Ron et Dan Smith³, la militarisation des économies en voie de développement n'est pas favorable à leur développement économique à long terme, même s'il peut y avoir quelques effets positifs, notamment la mobilisation du surplus. La théorie de la diversion des ressources, représentée dans les pays développés par la pensée de Seymour Melman⁴ considère qu'une économie dans laquelle une grande quantité de ressources critiques est, de manière persistante, attribuée aux activités improductives réduit considérablement sa

¹ DEGER Saadet : "Military expenditure in Third World Countries. The Economic Effects". International Library of Economics. Routledge & Kegan Paul, London, 1986.

² VARAS Augusto : "Military spending and the Development process". Disarmament, Review by The United Nations, Vol. IX, Number 3, New York, Autumn 1986.

³ SMITH Ron & Dan : " The economics of militarism". Pluto Press, London, 1983.

⁴ MELMAN Seymour : "The permanent war economy". Simon & Scuster, New York, 1974.

capacité à produire avec efficacité, soit par la perte de compétitivité de l'industrie nationale, soit par le pervertissement des comportements des agents économiques. Dans ces conditions, un désarmement améliore à terme le standard de vie national moyen et il augmente le potentiel du développement économique mondial.

B) Dépenses militaires, investissement et emploi

La relation de substitution entre l'investissement et les dépenses militaires est assez généralement reconnue¹. Cependant, trois facteurs peuvent l'infirmier : i) l'acceptation sociale de l'effort financier de la défense, ii) la structure des dépenses militaires (part des dépenses de personnel par rapport aux dépenses de capital ou d'infrastructure) et iii) le niveau de la croissance économique (en période de stagnation économique, les dépenses militaires sont plus directement en concurrence avec l'investissement public civil, alors qu'en période de croissance elles exercent des effets d'éviction sur l'ensemble de l'investissement national). Si la population est prête à accepter l'effort de défense, notamment en situation de menaces internationales pesantes et identifiées, elle peut accepter aussi une réduction de sa consommation. Les pays en voie de développement ne peuvent guère se permettre ce luxe, compte tenu de l'incompressibilité d'une part importante de la consommation. Si actuellement, l'augmentation des dépenses militaires conduit à une baisse de l'investissement global, c'est parce que l'imminence des menaces de guerre n'apparaît pas encore clairement aux citoyens et que les dangers de l'économie apparaissent plus meurtriers que ceux prêtés aux forces militaires des ennemis éventuels. Il y a donc une inadéquation entre les besoins exprimés par les agents économiques et l'attitude de l'Etat, ces divergences pouvant être d'ailleurs dues à la disponibilité d'informations stratégiques différentes, mais surtout à une distorsion entre les besoins de la majorité de la population civile et les intérêts des groupes au pouvoir.

En matière d'emploi², les conclusions générales sont vite démenties, en fonction des situations économiques concrètes et de la nature des dépenses engagées. Si l'augmentation des dépenses militaires s'applique principalement aux dépenses de personnel,

¹ SMITH Ron : "Military Expenditure and capitalism" Cambridge Journal of Economics, Vol 1. March 1977.

² FONTANEL Jacques : "Dépenses militaires et développement économique" in FONTANEL & GUILHAUDIS, Op. Cit. pp. 48-51.

l'effet attendu d'une réduction des dépenses militaires peut être plutôt négatif dans la lutte contre le chômage, notamment si elle s'accompagne d'une suppression de la conscription, au contraire d'une diminution des dépenses militaires de capital importé. A long terme, une décision de désarmement est de nature à inciter les personnels qualifiés à abandonner provisoirement le secteur productif. La plupart des études économétriques mettent en évidence les effets plutôt positifs, mais non décisifs, de la réduction des dépenses militaires sur la croissance économique à court terme des pays en voie de développement.

C) La production nationale d'armements

Les pays en voie de développement ne représentent que 2 % de la production mondiale d'armement estimée à 250 milliards de dollars. Trois motifs particuliers peuvent justifier l'essor de cette activité : la sécurité nationale, l'indépendance économique et la croissance économique¹.

i) La production d'armes est souvent conçue comme un impératif de sécurité nationale. Les Etats peuvent maintenir les productions de matériels militaires particuliers, même si elles ne sont pas financièrement rentables. En période d'affaiblissement de la demande, il est probable que les importations de certaines armes ont un coût inférieur à celui des matériels similaires produits nationalement. Cependant, les impératifs de sécurité nationale sont jugés plus importants à long terme que le simple profit financier à court terme. Les pays en voie de développement ne sont pourtant pas en situation stratégique favorable et la production nationale d'armement n'est probablement pas, d'une part la meilleure solution pour construire les conditions d'un développement économique et d'autre part, un facteur décisif d'amélioration de leur propre sécurité nationale. En outre, un rapport des Nations Unies² indique "Ce n'est pas par pure coïncidence que pratiquement tous les pays en développement qui figurent généralement sur la liste des fabricants d'armements ont effectivement connu un ou plusieurs conflits ou produisent des types d'armes particulièrement adaptés aux besoins d'autres pays en développement qui sont engagés dans une situation

¹ Jacques FONTANEL et José DRUMOND SARAIVA : "Industries d'armement et développement" . Etudes Polémologiques, Institut Français de Polémologie, n° 40. 4ème trimestre 1986.

² Nations Unies : Op. Cit. p. 57.

de conflit, mais ne disposent pas de l'infrastructure industrielle voulue pour les fabriquer eux-mêmes". Cette analyse n'est pas toujours justifiée, compte tenu du fait que les pays producteurs d'armes sont aussi généralement les pays semi-développés qui exercent ou subissent, du fait même des déséquilibres inhérents à un processus de développement, des tensions internes et externes très fortes qui les amènent à avoir une réelle politique en matière d'armement (ce que les pays les plus pauvres ne peuvent généralement pas se permettre). Dans ces conditions, c'est la croissance elle-même qui est un facteur incitatif à l'émergence d'industries d'armement.

ii) L'influence des hommes de science a bouleversé les stratégies internationales. Sans une bonne recherche-développement militaire, la sécurité des pays est constamment menacée, à moins d'être couverte par une Alliance militaire. La compétition technologique n'a pas de fin et elle accélère l'obsolescence. C'est pourquoi les pays en voie de développement peuvent difficilement revendiquer l'indépendance économique, car ils sont amenés à se procurer des licences étrangères - technologiquement en voie de dépassement - pour les matériels essentiels à leur défense. Il est plus facile d'importer des matériels sophistiqués, que de recevoir les licences nécessaires à leur production. Dans ces conditions, la production nationale peut aller à l'encontre de la sécurité même du pays.

iii) Deux raisons économiques fondamentales sont généralement présentées pour justifier les industries d'armement. D'abord, les achats de matériels militaires à l'étranger grèvent lourdement la balance commerciale et ils sont parfois à l'origine d'un déficit qui peut avoir des conséquences économiques et sociales douloureuses. Ensuite, elles exercent des effets industrialisants. La production de matériels militaires stimule le secteur civil par l'achat de consommations intermédiaires sur le marché domestique et par la création de nouveaux emplois. La politique de l'import-substitution - c'est-à-dire de création d'une offre nationale correspondant à une demande interne exprimée sur des produits d'importation - peut alors être choisie pour promouvoir l'offre industrielle intérieure.

Ces deux thèses ne résistent pas vraiment à l'analyse. D'abord, la balance commerciale n'est jamais bénéficiaire, au moins dans les premiers temps, à la suite de la création d'une industrie d'armement, car il faut tenir compte des importations nécessaires à la fabrication des matériels nationaux (entre 30 et 70 % des prix

des matériels militaires exportés de la plupart des pays en voie de développement), de la compétitivité des prix des armes nationales par rapport à leurs homologues étrangères (sous peine de substituer provisoirement un déficit budgétaire à un déficit de la balance commerciale) et des décalages de temps (un achat à l'étranger se paie rarement comptant, au contraire des importations de composants des matériels militaires qui peuvent constituer des goulots d'étranglement inacceptables). Ensuite, l'industrie d'armement ne promeut pas réellement la croissance économique et encore moins l'intégration industrielle car, empiriquement, les effets multiplicateurs sont relativement faibles, compte tenu du divorce qui existe entre les activités civiles et les activités militaires, du fait du secret militaire et de la désarticulation des économies. Les inconvénients de la production nationale d'armement sur le développement économique des pays du Tiers-Monde sont, par contre, très importants. D'abord, l'exportation, nécessaire à la réduction des coûts par les économies d'échelle, crée aussi une dépendance économique et dans les situations de demande insuffisante, les ventes s'accompagnent de conditions de crédit particulièrement satisfaisantes pour les acheteurs. Il existe des exportations paupérisantes, c'est-à-dire des exportations qui tendent à affaiblir économiquement le pays, lorsqu'elles participent notamment à la détérioration des termes de l'échange ou lorsqu'elles sont réalisées à perte, soit pour lutter contre la concurrence, soit parce que le débiteur n'est pas réellement solvable. Enfin, compte tenu des exigences des acheteurs, les économies d'échelle espérées par la production en série ne sont pas très importantes, sauf pour les matériels très courants, sur lesquels peu de bénéfices sont attendus, compte tenu de la concurrence. En outre, Les coûts d'opportunité de l'utilisation dans le secteur militaire de personnels très qualifiés, la lourdeur des investissements, la rapidité de l'innovation et de l'obsolescence dans le secteur militaire, les importations induites nécessaires, la longueur du cycle de production, l'intervention des firmes multinationales, la faiblesse de la base industrielle nécessaire à la compétitivité pour les produits les plus performants sont des éléments dissuasifs, au plan strictement économique, de la production nationale d'armement dans les pays en voie de développement.

II. Désarmement pour le développement

Le désarmement ne peut pas être limité aux choix entre les limitations d'armes et les dépenses militaires. Il requiert une série de décisions sur le taux et la direction du progrès technologique, sur les réallocations des ressources économiques, sur la gestion de l'environnement naturel, sur les priorités politiques, sur le nouvel ordre économique international et sur le type de développement. Plusieurs études ont été entreprises pour mesurer l'impact réel d'un désarmement sur les économies des pays en développement.

A) Les études économétriques mondiales

Trois modèles de l'économie mondiale ont simulé une réduction des dépenses militaires.

1) Le modèle mondial de Léontieff et Duchin¹ aboutit à la conclusion selon laquelle le transfert des ressources vers les pays pauvres favorise leur développement économique et qu'en ce sens, un désarmement pour le développement est une procédure satisfaisante. Il met en évidence le fait qu'une mesure de désarmement aurait un effet positif pour l'ensemble des régions du monde et que les transferts de ressources augmenteraient sensiblement la consommation et le PIB par habitant des pays arides d'Afrique, des pays d'Asie à faibles revenus ou de l'Afrique tropicale. Ces résultats, pour spectaculaires qu'ils paraissent pour les pays sous-développés, faiblement peuplés, n'en sont pas moins faiblement significatifs. Ainsi, une réduction de 1,2 % des dépenses militaires par an de 1980 à l'an 2000 favoriserait la croissance économique de tous les pays, 1 % pour le Japon, 0 % pour les pays de l'OPEP, 1,5 % pour l'Amérique du Nord, 3 % pour l'Europe, 10 % pour les pays d'Asie à économie planifiée, 20 % pour les pays d'Asie à faibles revenus ou pour l'Afrique tropicale, sur une période de 20 ans. Dans ces conditions, les chiffres ne sont pas très significatifs. Ils ont seulement l'intérêt de fournir le sens prévisible, ceteris paribus, d'un désarmement pour le développement.

Contrairement à l'hypothèse de baisse de la demande de matières premières consécutive à une réduction des dépenses militaires, le modèle de Leontief et Duchin montre que la nouvelle croissance

¹ LEONTIEFF & DUCHIN : "Worldwide implications of hypothetical changes in military spending". Rapport pour les Nations Unies, New York, 1980. LEONTIEFF & DUCHIN : "Military spending : Facts and Figures, Worldwide implications and Future Outlook". Oxford University Press, 1983.

engendrée par ce désarmement ne met pas en péril l'économie des pays producteurs de matières premières, appartenant généralement aux pays du Tiers-Monde.

Tableau n° 1 - Evolution de la demande de matières premières en cas de désarmement ou de maintien de la course aux armements

Ressources	Maintien course aux armements	Désarmement
Pétrole	3,9	1,0
Nickel	3,1	2,2
Cuivre	- 0,3	2,4
Zinc	- 0,3	2,7
Bauxite	- 1,1	3,0
Etain	- 1,8	3,2
Fer	- 3,9	3,4
Charbon	- 5,5	4,0
Gaz naturel	- 6,5	3,4

2) Une simulation fondée sur le modèle UNITAD¹, teste un premier scénario dans lequel il n'y a aucune distribution des revenus à la suite d'une procédure de désarmement et un second scénario qui propose une politique fondée sur la satisfaction des besoins de base, sous l'hypothèse que les crédits dégagés sont utilisés à la promotion d'activités économiques de faible dimension et à forte productivité dans les pays en voie de développement. Deux cas sont analysés : 1) le désarmement permet la satisfaction de l'objectif d'une aide publique au développement égal à 0,7 % du PNB et 2) le tiers des dépenses militaires mondiales sont transférées aux pays en voie de développement.

¹ROYER J. "Long-Term Employment Impact of Disarmament Policies".
ILO, December 1985.

Tableau n° 3 - Simulations des conséquences du désarmement

Hypothèses de désarmement	Taux de croissance moyen (1990-2000) % par an			
	Pays développés		Pays en voie de développement	
	Sans redistribution revenus	Besoins de base	Sans redistribution revenus	Besoins de base
Trend de base : Désarmement	3,3	-	7,5	
Désarmement avec aide publique 0,7 % du PNB	3,3	3,6	7,7	8,9
Désarmement : 1/3 des dépenses militaires	3,5	3,7	8,6	9,4
	Créations d'emplois (par rapport à l'hypothèse de référence, en millions d'emplois additionnels)			
Désarmement avec aide publique 0,7 % du PNB	2	8	19	127
Désarmement : 1/3 des dépenses militaires	7	10	73	169

Si pour les pays développés la création d'emplois apparaît modeste, il en va différemment pour les pays en voie de développement. A court terme, la réduction des dépenses militaires déprime la demande et favorise les pertes d'emplois, jusqu'à ce que la croissance des pays en voie de développement exprime ses retombées par l'accroissement de la demande vers les zones plus développées. Si l'amélioration de l'assistance est combinée avec des politiques fondées sur les besoins de base, une croissance supplémentaire annuelle importante et une création considérable d'emplois en résultent. Ces effets jouent d'autant mieux s'il existe des mesures de libéralisation des marchés et de la monnaie. Cependant, ces gains peuvent être aisément balayés par les termes de l'échange ou par l'accroissement du taux d'intérêt et des paiements de la dette qui pèsent sur les pays en voie de développement. Enfin, il n'est pas possible avec le seul désarmement de résoudre tous les problèmes des pays en voie de

développement. Notamment, même dans l'hypothèse la plus satisfaisante, la consommation réelle par habitant de l'Afrique subsaharienne continuera à décroître du fait de l'accroissement de la population et de la faiblesse de la production agricole. Il n'est guère possible d'améliorer le bien-être d'une grande majorité de la population de ce continent dans de substantielles améliorations de la productivité agricole. Les efforts principaux doivent être accomplis par les pays en voie de développement eux-mêmes.

3) Selon le modèle LINK¹, des réductions de dépenses militaires accompagnés d'un accroissement de l'aide (0,7 % du GNP) conduiraient à un accroissement de 1,7 % du PNB dans les pays en voie de développement et de 0,2 % dans les pays développés dans l'hypothèse maximale selon laquelle toute cette aide se porterait sur les biens d'investissement. Si elle était gaspillée, la croissance resterait la même, alors que la croissance des pays développés diminuerait de 0,3 %. Il faut que les pays en voie de développement utilisent au moins 60 % de leurs ressources d'aide pour permettre aux pays développés de ne pas connaître une réduction de leur croissance par rapport à l'hypothèse de base.

B) Les études nationales de reconversion avec ou sans transferts

Les analyses faites sur la reconversion des activités militaires des pays du Tiers-Monde sont généralement présentées selon les deux hypothèses de l'existence ou non d'un transfert des ressources de la part des pays développés en situation de désarmement.

1) En l'absence de transferts, pour les pays qui n'ont pas d'industries d'armement, les effets d'une réduction des dépenses militaires, si elle n'est pas compensée par une dépense au moins égale au maintien de l'ordre intérieur ou à l'achat de produits de luxe importés, sont positifs, même à court terme, car ils favorisent l'utilisation plus efficace des ressources rares. Pour les pays producteurs d'armes, une procédure de désarmement peut avoir des effets pervers à court terme, notamment pour les industries et régions directement concernées par les activités industrielles d'armement. A long terme, les effets devraient être positifs, si la

¹¹ Modèle cité par Robin LUCKHAM : "Disarmament and development in all its aspects with a view to drawing appropriate conclusions". Draft prepared for the UN Department of Disarmament Affairs, January, 1986.

régression économique conjoncturelle provoquée par la réduction des achats internes d'armement ne conduit pas à des effets d'irréversibilité, notamment en matière de conversion d'activité. Il est probable même qu'une bonne gestion de la réduction des dépenses militaires aurait des incidences positives à long terme sur la recherche-développement civile, sur la productivité réelle des économies nationales ou sur la confiance dans les relations internationales d'échange, qui ne peuvent pas être mesurées par les études économétriques, qui n'appréhendent en général, que des évolutions à court terme, dans lesquelles le passé (caractérisé par la course aux armements) se répète dans l'avenir. Cependant bien que de nombreux pays en voie de développement consacrent une proportion non négligeable de leurs ressources à des fins militaires, les grandes sommes désengagées dans l'armement devraient être concentrées dans un faible nombre de pays. Au fond, le désarmement dans les pays du Tiers-Monde semble exercer des effets favorables sur l'économie nationale, même si les pays producteurs d'armement risquent de connaître quelques difficultés de conversion à court terme, qui seront largement compensés par la réduction des importations afférentes à l'effort industriel militaire et par l'augmentation symétrique des dépenses publiques civiles.

2) L'effort de désarmement accompagné d'un transfert de ressources au bénéfice des pays du Tiers-Monde ne peut favoriser le développement économique que s'il n'est pas confisqué par un groupe social particulier qui décide de l'affecter à des emplois improductifs (exportations de capitaux, importations de produits de luxe, par exemple). Autrement dit, un transfert n'a d'intérêt que s'il s'exprime dans une activité fortement productive. Parfois, du fait des effets de démonstration qu'il suggère, le transfert peut avoir un effet négatif par les tensions inflationnistes qu'il provoque. En outre, un transfert de ressources peut être l'occasion de nouveaux marchés pour les pays développés et d'une nouvelle dépendance pour les pays pauvres. Ainsi, James LEBOVIC¹ a pu mettre en évidence la prédominance des considérations politico-militaires dans l'aide étrangère américaine, aussi bien sous la présidence de Carter pourtant fortement imprégnée de défense des droits de l'homme que sous la présidence de Reagan, largement influencée par la recherche de la puissance militaire nécessaire à la sécurité américaine. Le

¹ LEBOVIC James H. : "National Interests and United States Foreign Aid".
Journal of Peace Research, Vol. 25, n° 2, June 1988.

transfert répond alors d'abord à des considérations politico-militaires, ensuite aux intérêts économiques du donateurs et enfin seulement aux nécessités du développement économique des pays du Tiers-Monde. Il faut donc que les pays en voie de développement évitent que le transfert ne soit, au total, paupérisant. Si le transfert se fait en monnaie inconvertible, le pays receveur doit nécessairement se fournir dans le pays donateur, qui peut en profiter pour réintroduire des flux d'échanges inégaux. Si le transfert se fait en nature, il n'est pas évident que le produit concerné satisfasse les besoins de développement des pays receveurs; par exemple, si l'aide se fait sur une marchandise qui concurrence directement ou indirectement l'industrie nationale du pays pauvre, le résultat, à terme, peut être très négatif pour le Tiers-Monde, d'autant que chaque produit charrie une culture et les valeurs dominantes de la société dans laquelle il a été créé.

Il est intéressant enfin d'analyser l'opposition traditionnelle entre les dépenses militaires et les dépenses de santé ; elle n'est pas toujours justifiée, car il est rare qu'une augmentation des dépenses militaires se traduise simultanément par une réduction de l'effort public en matière de santé. Pour les pays en voie de développement , les études concernant la relation dépenses militaires/dépenses de santé/ dépenses d'éducation produisent des résultats contradictoires. Si les rapports Brandt, Palme et Thorsson¹ affirment que les dépenses militaires menacent la croissance économique et le développement et donc la sécurité de demain, ils condamnent l'utilisation des fonds publics dans le secteur militaire au détriment de la santé et de l'éducation. Comme pour les pays développés, les études économétriques sur la relation négative entre les dépenses de santé et les dépenses militaires fournissent des résultats contradictoires. Ainsi, si Deger et Looney confirment cette hypothèse, celle-ci est remise en question par Kennedy , Ames

¹BRANDT W : "La folie orchestrée. La course aux armements et la famine dans le monde". Economica, Paris, 1988 (Edition française). BRANDT Willy et al. (Independent Commission on International Development Issues) : "North-South, a Programme for Survival". Pan, New York, 1980. Nations Unies (sous la Direction de Inga Thorsson) : "Etude sur les rapports entre le désarmement et le développement", A/36/356; New York, 3 Septembre 1981. PALME Olof : "Common security : a programme for disarmament". The report of the Independent Commission on Disarmament and Security issues under the chairmanship of Olof Palme. Pan Books Ltd, London, 1982.

& Goff, Hayes et Verner¹. Au fond, on peut s'interroger sur la permanence d'une relation qui peut effectivement évoluer en fonction de la situation économique concrète dans laquelle les choix sont réalisés par les gouvernants. La plupart des analyses faites dans les pays en voie de développement concluent que les pays militairement faiblement dépensiers, sont aussi des consommateurs réservés en matière d'éducation et de santé (et vice versa), que les dépenses militaires ne sont pas moins vulnérables que les autres formes de dépenses publiques à une réduction du budget de l'Etat et qu'il n'y a guère de retombées sur les efforts en matière de santé et d'éducation à la suite d'une augmentation des dépenses militaires. Dans l'étude récente de Harris, Kelly et Pranowo², l'hypothèse selon laquelle plus la part des dépenses publiques affectée aux dépenses militaires est importante et moins la part des dépenses de santé et d'éducation est élevée, n'est vérifiée que dans 40 % des cas recensés portant sur 50 pays. En outre, la vulnérabilité des dépenses militaires à une réduction des dépenses publiques n'est pas aussi faible qu'on a bien voulu le dire, malgré les effets d'inertie importants qui existent dans ce type d'activité compte tenu de la place accordée aux frais de personnels.

¹ **DEGER Saadet** : "Human resources, Government Education Expenditure and the Military Burden in Less Developed Countries". *Journal of Developing Areas*, Vol. 20, n° 3, 1985.

LOONEY Robert : "Austerity and Military Expenditures in Developing Countries : The Case of Venezuela". *Socio-Economic Planning Sciences*, Vol. 20, n° 3, 1986.

KENNEDY Gavin : "The military of the Third World". Duckworth, London, 1974.

AMES Barry & GOFF Ed. : "Education and Defense Expenditure in Latin America 1948-68" in LISKE, LOEHR, McCAMENT eds. : "Comparative Public Policy : Issues, Theories and Methods". John Wiley, New York, 1975.

HAYES Margaret : "Policy Consequences of Military Participation in Politics : an analysis of trade-offs in Brazilian Federal Expenditures", in LISKE, LOEHR & McCAMENT eds. "Comparative Public Policy : Issues, Theories and Methods". John Wiley, New York, 1975.

VERNER Joel : "Budgetary Trade-Offs Between Educational and Defense in Latin America : a research note". *Journal of Developing Area*, Vol. 18, n° 3, 1983.

² **HARRIS Geoffrey, KELLY Mark & PRANOWO** : "Trade-offs Between Defence and Education/Health Expenditures in Developing Countries". *Journal of Peace Research*, Vol. 25, n° 2. 1988.

L'analyse de Hicks et Kubisch¹ souligne que les dépenses sociales sont les moins vulnérables, à une réduction des dépenses publiques dans les PVD, avant les dépenses de défense et d'administration et nettement avant les secteurs productifs et d'infrastructure. Cette étude, sous une forme plus désagrégée, a été reprise par Harris, Kelly et Pranowo ; elle conclut à la réduction plus rapide du budget militaire par rapport aux dépenses publiques de santé et d'éducation dans l'hypothèse d'une réduction des dépenses publiques. Cette analyse conduit cependant les auteurs à considérer qu'il n'y a pas vraiment d'effets de substitution entre les dépenses sociales et les dépenses militaires. Cette conclusion d'Harris, Kelly et Pranowo est pourtant un peu trop rapide, car elle ne tient pas compte de la redistribution des charges de la sécurité sociale supportées par les différentes catégories sociales. En effet, les dépenses de sécurité sociale s'avèrent assez vulnérables à une réduction des dépenses de l'Etat, ce qui tend évidemment à réduire sensiblement l'objectif de bien-être de la population au bénéfice de la défense nationale. Au fond, si les dépenses de santé restent stables, le remboursement des soins pour toutes les catégories sociales n'est pas assuré ; dans ces conditions, à dépenses équivalentes, la disponibilité des services de santé est fortement modifiée du fait de la régression importante du système d'assurance public contre la maladie. Or, il existe une relation au moins indirecte entre les dépenses militaires et les dépenses sociales, si l'on inclue dans celles-ci la répartition des soins et la disponibilité des matériels sanitaires à l'ensemble des couches sociales d'un pays. Une étude pays par pays met en évidence des résultats divergents, ce qui confirme, au niveau général, l'absence directe de liens entre les dépenses militaires, les dépenses de santé et les dépenses d'éducation.

En matière de développement, il faut se méfier des évidences. Si au niveau global, il est indubitable que les pays en voie de développement supportent le fardeau de leur armement, la suppression de celui-ci peut avoir des effets militaires et économiques irréversibles aggravant incontestablement leur situation de pauvreté. Il est donc erroné de dire que tout processus de désarmement conduit à une amélioration du bien-être, il peut être l'occasion de régression s'il s'accompagne d'un maintien des

¹HICKS Norman et KUBISCH Ann : "The Effects of Expenditure Reductions in Developing Countries". World Bank, Washington, 1983.
HICKS & KUBISCH : "Cutting Government Expenditure in LDC's". Finance and Development, Vol. 21, n° 3, 1984.

inégalités ou d'une domination politique, économique et militaire d'un autre pays.

Jacques FONTANEL

NOTES

- **SEN Amartya** : "Public action and the quality of life in developing countries". Oxford Bulletin of Economics and Statistics, November 1981. "Development : which way now ?". Economic Journal, Vol. 93, December 1983 pp. 745-762.
- **DEGER Saadet** : "Military expenditure in Third World Countries. The economic effects". International Library of Economics. Routledge & Kegan Paul, London, Boston and Henley, 1986.
- **BENOIT Emile** : "Defence and Economic Growth in Developing Countries". Boston, D.C. Heath, Lexington Books, 1973. **BENOIT Emile** : "Growth and defence in developing countries". Economic Development and Cultural Change, Vol. 26, January 1978, pp. 271-280.
- **BALL Nicole** : "Defence and Development : a critique of the Benoit Study". Economic Development and Structural Change. Vol. 31, April 1983, pp 507-524.
- **DEGER Saadet & SMITH Ron** : "Military expenditure and growth in less developed countries". Journal of Conflict Resolution, 1983.
- **FONTANEL Jacques** : "L'économie des armes", La Découverte, Paris, 1984.
- **SMITH Dan & Ron** : "The Economics of Militarism". Pluto Press, London, 1983.
- **FONTANEL Jacques & Ron SMITH** : "Analyse économique des dépenses militaires". Stratégique, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale. Paris, Troisième Trimestre 1985.
- **FONTANEL & SMITH** : "Analyse économique des dépenses militaires". Stratégique, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale. Paris, Troisième Trimestre 1985.
- **FONTANEL Jacques et SARAIVA José** : "Les industries d'armement comme vecteur du développement économique des pays du Tiers-Monde". Etudes Polémologiques, Institut Français de Polémologie, n° 430, Paris, 1986.
- **LEONTIEFF W et DUCHIN F.** : "Worldwide implications of hypothetical changes in military spending". Rapport pour le Groupe des Nations Unies "Désarmement pour le Développement". New York, 1980. **LEONTIEFF & DUCHIN** : "Worldwide implications of a limitation on military spending". Rapport pour le Groupe d'experts des Nations Unies "Désarmement pour le Développement". New York, 1980. **LEONTIEFF W. & DUCHIN F.** : "Military Spending. Facts and Figures. Worldwide Implications and Future Outlook". Oxford University Press, Oxford & New York, 1983.
- **FONTANEL Jacques** : "Military expenditures and Economic growth (France, Morocco)". Rapport pour le Groupe d'experts des Nations Unies "Désarmement pour le Développement", Grenoble, 1980.
- **LEBOVIC James H.** : "National Interests and United States Foreign Aid". Journal of Peace Research, Vol. 25, n° 2, June 1988.
- **COLARD, GUILHAUDIS, FONTANEL** : "Le désarmement pour le développement, un pari difficile". Fondation pour les Etudes de Défense Nationale, Les Sept Epées, Paris, 1981.
- **THORSSON Inga** : "In pursuit of Disarmament. Conversion from military to civil production in Sweden". Report by the Special Expert Inga Thorsson, Stockholm, 1984.
- **BRANDT Willy et al.** (Independent Commission on International Development Issues) : "North-South, a Programme for Survival". Pan, New York, 1980.
- **PALME O et al** (Independent Commission on Disarmament and Security) : "Common Security". Simon & Schuster, New York, 1982.

Nations Unies : « Etudes sur les rapports entre le désarmement et le développement »,

A/36/356/ New York, 3 Septembre 1981.

DEGER Saadet, « Human Resources, Government Education Expenditures and the Military Burden in Less Developed Countries ». Journal of Developing Areas, Vol. 20, n°3.

SMITH, R., HUMM, A., & FONTANEL, J., « Capital labour substitution in defence provision », in Defence Security and Development, 1987, 69-80.

FONTANEL, J., SMITH, R., « L'effort économique de défense », ARES, n° spécial, Grenoble, Lyon. 1985.

MARTIN, S., SMITH, R., FONTANEL, J., DE HAAN, H., « Time-series Estimates of the Macroeconomic Impact of Defence Spending in France and the UK ». In Peace, defence and economic analysis (pp. 342-362). Palgrave Macmillan, London, 1987.

FONTANEL, J., SMITH, R., The creation of an international disarmament fund for development », Defense, Security and Development (S. Deger, R. West, Ed.), Francis Pinter, London, June, 1987.

LOONEY, R., « Austerity and Military Expenditures in Developing Countries : The case of Venezuela », Socio-Economic Planning Sciences. Vol 2, n°3. 1986

KENNEDY, Gavin : « The Military of the Third World », Duckworth, London, 1974.

VERNER, Joel, : « Budgetary Trade-Offs Between Educationnal and Defense in Latin America, » Jourlan of Developing Area, Vol. 18, n°3, 1983.

HARRIS, Geoffrey, KELLY, Mark, PRANOWO : « Trade-Offs Between Defence and Education/Health Expenditures in Developing Countries », Journal of Peace Research, Vol.25, n°2, 1988.

HICKS, Norman, KUBUSCH, Ann : « The Effects of Expenditure Reductions in Déveloping Countries », World Bank, Washington, 1983.

ROYER, J. : « Long Term Employment Impact of Disarmament Policies », ILO, December 1985.

VARAS, A. : « Military Spending and the Développement Process ». Disarmament, Vol IX, 3. United Nations, New York.